

REVE ET VIOLENCE SUR LA VILLE

Parce que je suis architecte et citoyen de notre pays en crise, j'ai lu avec un grand intérêt le texte récent "Vivre mieux dans la ville" de Martine AUBRY, Ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

Il n'est pas si fréquent qu'un ministre accepte d'ouvrir publiquement le dossier explosif de la ville et de ses corollaires actuellement mis en scène sur nos écrans : violence, ennui, laideur.

Il est bien-sûr inacceptable que brûlent des voitures, inquiétant que des élèves soient agressés jusqu'à l'intérieur même de l'enceinte de l'école laïque, terrifiant que la drogue bouleverse l'esprit des enfants.

Ce constat, ni nouveau ni contesté, est fait et refait depuis les premières crises économiques des années soixante-dix.

Mais il ne sert à rien d'essayer de justifier cet héritage encombrant en invoquant "...la pensée de Le Corbusier" ou "...les grandes utopies urbaines".

En effet, l'effet de masse provoqué par la reconstruction de l'après-guerre n'a rien à voir avec certaines formes de ville imaginées par les premiers maîtres du Mouvement Moderne. Leur pensée, leur générosité active, leur engagement dans la société étaient directement rattachés à ceux des Lumières.

Bien-sûr, ils faisaient parfois volontairement abstraction des bouleversements engendrés par les révolutions industrielles et urbaines du XIX siècle. Mais pour mieux les prendre en compte, pour tenter de commencer à résoudre les bouleversements du territoire. Comme s'il fallait sortir au plus vite de ce chantier immense imposé par la nécessaire construction de nos gares, de nos usines, de nos routes, de nos écoles et de nos maisons.

Les solutions et les moyens proposés alors par les auteurs de ces grandes utopies urbaines étaient à l'échelle du problème : images de villes futuristes suspendues aux nuages, bâtiments-ponts jetés sur des coteaux verdoyants, coruscants palais offerts à chaque citoyen.

Ces images n'étaient pas strictement réservées à Le Corbusier puisque l'Italie avait aussi ses futuristes, l'Allemagne ses défenseurs de villes ouvrières, l'Angleterre ses urbanistes-jardiniers, l'URSS ses ingénieurs-constructivistes, l'Amérique ses arpenteurs d'horizons.

Sorte d'internationale de l'imaginaire, ces villes dessinées par ces architectes modernes, mais presque jamais bâties, étaient fort différentes des pratiques du "zonage" ou des "*plans tracés à partir de vues d'avion*" que vous nous rappeliez fort à propos.

Alors, Madame La Ministre, vous pourriez dire maintenant aux architectes: pourquoi ces belles images ne sont-elles pas les lieux bien réels de notre cadre de vie actuel ?

Tout d'abord, parce que ce terrible décalage entre une réalité quotidienne difficile à vivre et l'idéal promis d'une ville harmonieuse et pacifiée est difficile à expliquer, encore plus à justifier. L'époque est impatiente parce que fragilité et précarité sont le lot des jeunes générations. Il serait politiquement incorrect d'en appeler à des paradis à venir parce que nous n'en avons plus le temps.

Ensuite, parce que toute pensée sérieuse sur la ville ne parvient jamais à s'accorder avec le spectaculaire et l'immédiat.

Pourtant, ces pensées existent en germe chez une fraction de la petite communauté des architectes. Mais, et peut-être parce que nous aussi nous devons porter ce fardeau du zonage et de la reconstruction, nous sommes trop souvent *interdits de ville*. L'Etat ne nous tolère plus que comme architectes d'édifices institutionnels, stylistes de bâtiments publics aussitôt taggés ! Alors que nous devrions être appelés à travailler la ville avec nos outils d'architecte : volumes, confort, technologie, lumière .

Vous évoquez également cette ville du XXI^e siècle et les outils qui vont nous permettre de la construire. Mais sommes-nous si certains que cette ville future doive absolument être pensée et bâtie à partir des villes telles qu'elles sont ?

Ne devrions-nous pas plutôt imaginer une autre ville, très différente, posée sur l'ancienne sans l'abîmer. Une ville qui démontrerait par sa seule présence que l'ordre ancien est dépassé. Une ville chargée des complexités du temps, savante comme le sont nos sciences et nos langages, aussi magique que celles qu'adorent les enfants devant le Cinquième Élément de Besson.

Pourquoi perpétuer cette nostalgie de la ville de pierre de taille désormais inaccessible ? Pourquoi faire croire aux jeunes de nos banlieues qu'une vie associative intense pourrait combler ces vides mortifères et fabriqués par des barres de logements ? Pourquoi limiter nos actions à de pures améliorations à l'heure où nous devons réapprendre à être radicaux et très ambitieux ?

Vous nous le dites, le sociologue Henri Lefebvre réclamait un véritable droit à la ville . Il nous expliquait également dans cet ouvrage (*) que "*Ecarté de la ville, le prolétariat achèvera de perdre le sens de l'oeuvre* ". Mais que "*Lors de chaque période critique, quand stagne la croissance spontanée de la ville et que s'arrête le développement urbain orienté et marqué par les rapports sociaux jusque-là dominants, alors apparaît une réflexion urbanistique* . "

Nous devons maintenant être au coeur de cette réflexion et redire avec force que la ville est une oeuvre. Ne pas nous arrêter en chemin parce que brûlent des autos. Tempérer cette avalanche de flashes télévisuels en montrant ce qui marche et ce qui est beau. Appeler en renfort les architectes républicains et engagés à proposer des projets de villes autres. Non plus des villes nouvelles mais des villes neuves où dansent les habitants et les volumes. Des villes singulières qui ne renvoient plus à aucun modèle mais soient capables d'accueillir la différence. Des villes de sensations.

Alors vivre mieux dans la ville consistera à habiter une oeuvre.

(*) Henri LEFEBVRE , *Le droit à la ville* , Editions Anthropos , 1968 , Paris